

# Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «Pour de plus justes allocations pour enfant!»

Projet

du

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*

vu l'art. 139, al. 3, de la Constitution<sup>1</sup>,

vu l'initiative populaire «Pour de plus justes allocations pour enfant!», déposée le 11 avril 2003<sup>2</sup>,

vu le message du Conseil fédéral du 18 février 2004<sup>3</sup>,

*arrête:*

## **Art. 1**

<sup>1</sup> L'initiative populaire du 11 avril 2003 «Pour de plus justes allocations pour enfant!» est valable; elle sera soumise au vote du peuple et des cantons.

<sup>2</sup> L'initiative a la teneur suivante:

I

La Constitution fédérale du 18 avril 1999 est modifiée comme suit:

*Art. 116, titre, et al. 2*

Protection de la famille et assurance-maternité

<sup>2</sup> *Abrogé*

*Art. 116a (nouveau)* Allocations pour enfant

<sup>1</sup> La Confédération légifère sur les allocations pour enfant.

<sup>2</sup> Les allocations pour enfant sont régies par le principe «un enfant, une allocation». Le droit à l'allocation est reconnu, quels que soient le statut juridique de l'enfant et la condition économique de l'ayant droit.

<sup>3</sup> Le droit à l'allocation pour enfant prend effet à la naissance de l'enfant et prend fin lorsque celui-ci atteint l'âge de 16 ans. Il est prolongé pour la durée d'une ou de plusieurs formations reconnues, mais pas au-delà de l'âge de 25 ans.

<sup>1</sup> RS 101

<sup>2</sup> FF 2003 3135

<sup>3</sup> FF 2004 1195

<sup>4</sup> L'allocation pour enfant est un montant journalier uniforme de 15 francs au minimum dans toute la Suisse. Elle est calculée sur la base de 30 jours par mois. Elle est adaptée tous les deux ans à l'évolution des salaires et des prix. La loi règle le montant pour l'enfant qui vit à l'étranger.

<sup>5</sup> La mise en oeuvre s'effectue en collaboration avec les cantons; il est possible de faire appel au concours des caisses de compensation familiale publiques ou privées existantes. La Confédération établit une péréquation des charges à l'échelon national qui comprend les prestations fixées à l'al. 4. Elle peut gérer une caisse fédérale de compensation familiale.

<sup>6</sup> L'allocation pour enfant est financée par des aides financières de la Confédération et des cantons et par les cotisations des employeurs. Les aides financières de la Confédération et des cantons couvrent ensemble au moins la moitié des dépenses.

## II

Les *dispositions transitoires* de la Constitution fédérale sont modifiées comme suit:

### *Art. 197, ch. 2*

#### *2. Disposition transitoire ad art. 116a (Allocations pour enfant) (nouveau)*

<sup>1</sup> Si l'Assemblée fédérale n'édicte pas la législation correspondante dans les cinq ans suivant l'acceptation de l'art. 116a, le Conseil fédéral arrête les dispositions d'exécution nécessaires.

<sup>2</sup> La première adaptation, visée à l'art. 116a, al. 4, du montant de l'allocation pour enfant a lieu deux ans après l'acceptation de l'art. 116a par le peuple et par les cantons.

### **Art. 2**

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative.